

ARRETE N° 23-046

**LE PRESIDENT DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L 452-35, L 452-37, L 452-38, L 452-39, L 523-1 et L 523-5 ;
Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions communes applicables aux cadres d'emplois de catégorie A ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la Fonction Publique Territoriale ;
Vu l'effectif du cadre d'emplois des attachés territoriaux en position d'activité ou de détachement au 31 décembre 2022 permettant d'ouvrir à la promotion interne le nombre de deux emplois en application de la clause de sauvegarde au titre du 1° et 2°,
Vu les propositions émanant des collectivités et établissements affiliés au Centre de Gestion, pour l'année 2023 ;
Vu l'arrêté n° 21-018 du 24 février 2021 arrêtant les Lignes Directrices de Gestion relatives à la promotion interne du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loir-et-Cher ;

ARRETE

Article 1^{er} : La liste d'aptitude à l'emploi d'attaché territorial, dressée au titre de la Promotion Interne, est arrêtée ainsi qu'il suit :

Au titre du 1° et du 2° de l'article 5 du décret n° 87-1099

- Monsieur LOUAKI Mehdi
- Madame PIERRE Valérie

Article 2 : La date d'effet de la présente liste est fixée au 1^{er} octobre 2023. L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Le candidat inscrit sur la liste d'aptitude, qui ne serait pas nommé dans un délai de deux années à compter de la date d'effet de cette liste, sera réinscrit pour une troisième année, s'il en a fait la demande écrite au Centre de Gestion de Loir-et-Cher au moins un mois avant le 1^{er} octobre 2025, il pourra être réinscrit pour une quatrième année s'il en fait la demande au moins un mois avant le 1^{er} octobre 2026.

Article 3 : Le présent arrêté est transmis à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher.

Le Président,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Fait à LA CHAUSSÉE SAINT VICTOR
Le 26 septembre 2023

Le Président,

Eric MARTELLIERE



